

LE MADJLISS ECHOURA SE RÉUNIT CE WEEK-END

MSP : le divorce

Jamais, depuis sa prise de fonctions, le président du Madjliss Echoura du MSP, Abderrahmane Saïdi, ne s'est retrouvé dans une situation telle que celle que lui impose la perspective annoncée d'Amar Ghoul de fonder son propre parti politique. L'homme qui est appelé à statuer sur le cas dès vendredi serait lui-même prétendant à l'aventure en compagnie de l'ex-ministre des Travaux publics.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Situation de total embarras, donc, pour le président du conseil consultatif du MSP qui doit soumettre à examen le désormais cas Amar Ghoul, l'ex-ministre des Travaux publics qui a conduit le 10 mai la liste de l'Alliance verte vers une victoire électorale éclatante dans la circonscription d'Alger.

Abderrahmane Saïdi, mais pas que lui, dit-on, compterait parmi les cadres du MSP qui ont fait le choix résolu de souscrire au projet d'Amar Ghoul. Une prise de risque, s'il en est, motivée, outre le désir de se prémunir contre les pérégrinations politiques inaugurées quasi au pied levé par Aboudjerra Soltani, par l'amitié de longue date qui lie les deux hommes. Mais avant que

ne sonne pour lui l'heure du grand départ du MSP, Abderrahmane Saïdi se doit d'honorer son mandat de président du conseil consultatif du parti.

Un conseil qui a eu déjà à valider l'option de la démarcation du MSP de l'Alliance présidentielle sans toutefois sommer les ministres du parti à désertir le gouvernement.

D'ailleurs, le MSP garde toujours trois ministres au sein de l'exécutif, Benbada, Khanafou et Mimoun. Amar Ghoul n'a dû quitter les travaux publics que parce que la nouvelle loi électorale interdit le cumul de fonctions. Elu député, il devait nécessairement abandonner son portefeuille ministériel, et malgré cela, il aura fallu que le chef de l'Etat le renvoie avec cinq autres ministres



Soltani dans l'embarras.

également élus à l'APN. Mais le MSP, qui s'est remis à fréquenter ses partis frères d'obédience, ne pouvait durablement être de la sorte écartelé entre pouvoir et

opposition. Il est même sommé par ses deux alliés, El Islah et Ennahda, de trancher et mettre un terme à cette bivalence mais surtout de ne pas prétendre à

réintégrer le gouvernement lors du prochain remaniement.

Et c'est au Madjliss Echoura qui se réunit dès demain d'émettre la «fetwa», de formaliser autrement dit, la décision. Les ministres MSP vont-ils se soumettre, s'il advient, à la décision du Madjliss Echoura ? La question reste entière.

La seule certitude est qu'Amar Ghoul, qui n'est plus au gouvernement, ne rejettera pas la proposition de regagner le gouvernement si la proposition lui est faite. Il l'a dit lui-même. Il ne fait donc pas mystère de sa position. Avec lui, le conseil consultatif du MSP sait au moins à quoi s'en tenir. Il lui reste juste de trouver la formule la moins brusque qui consumerait le divorce entre Ghoul et son désormais ex-parti.

Amar Ghoul ne compte pas prendre part à la réunion du vendredi, ce qui lui évitera de s'expliquer. Le conseil consultatif, qui ne semble pas porté sur l'annonce d'une exclusion, se suffira alors de prendre acte de son départ volontaire.

S. A. I.

LES GARDES COMMUNAUX DÉFIENT LE MINISTRE
DE L'INTÉRIEUR«Qu'Ould Kablia accepte
un face-à-face télévisé avec nous»

Les gardes communaux en veulent terriblement au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales qui, selon eux, est allé trop loin dans sa logique visant à montrer du doigt des agents qui méritent autre chose que d'être traînés dans la boue comme «nous le sommes».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ils viennent, en effet, de lancer un pari à la face du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Celui d'un face-à-face télévisé à même de dévoiler le bien-fondé de la démarche des uns et des autres.

C'est Lahlou Aliouat, un des coordinateurs nationaux de la corporation qui est l'auteur de ce défi qui permettra, dira-t-il, de «séparer le bon grain de l'ivraie», en référence, poursuivra-t-il, «à la campagne de désinformation et de manipulation de l'opinion publique menée en tout début de semaine par le département de l'Intérieur». Une campagne sous forme de placards publicitaires publiés à travers nombre de quotidiens de la presse nationale et qui n'a pas été sans courroucer les gardes communaux qui ont aussitôt crié à une autre étape dans le long processus d'intimidations et de dévoiement du combat de la dignité que les «ridjal waqifoun» mènent depuis plus d'une année et qu'ils ont relancé de plus belle il y a exactement un mois, jour pour jour.

Pour notre interlocuteur, «seul ce face-à-face aura à démasquer qui parmi les deux protagonistes ment et le comble, sur le compte de l'argent du contribuable que nous sommes tous». Et de soutenir dans le même sillage que contrairement à ce prétend Ould Kablia, «l'essentiel des



Les communaux campent sur leur position.

revendications des gardes communaux demeurent encore insatisfaites».

Ceci dit, le fait de s'adresser directement au ministre de l'Intérieur est loin de relever du fortuit puisque ce dernier a tout l'air de tomber en disgrâce vis-à-vis d'une corporation qui lui attribue tous ses malheurs.

Au point, d'ailleurs, que les usagers, et ils sont fort nombreux, de l'autoroute Alger-Blida, peuvent à loisir apprécier tout le «coup de cœur» des gardes communaux à son égard.

Sur l'une des banderoles que les hommes à l'uniforme bleu ont brandies sur leur «camp de la dignité» qu'ils ont érigé depuis jeudi dernier à hauteur de l'aéroport militaire de Boufarik, on peut, en effet, lire «On a deux ennemis : les terroristes et DOK». Un Ould Kablia que plus

d'un garde communal n'a pas hésité à traiter de tous les noms d'oiseaux et de couvrir de tous les épithètes dont celle d'«inhumain» pour avoir, comme le dira Aliouat, osé suspendre les salaires de nos collègues d'Alger et de Boumerdès en plein mois de Ramadan, une ligne que même un juif ou un mécréant n'aurait pas franchie par humanisme».

Au sujet d'une probable reprise de leur marche sur la présidence de la République, Aliouat soulignera la préférence de ses pairs à temporiser, le temps, dira-t-il, «que nos camarades épuisés ou ayant rendu visite aux leurs retrouvent quelque peu leurs esprits et leurs forces en vue de la prochaine action qui ne saurait être que de continuer la marche entamée jeudi dernier et stoppée net à Boufarik».

M. K.

BOUIRA

Des villageois ferment
l'autoroute Est-Ouest

Plusieurs dizaines de jeunes, issus des villages de Tamellaht et agissant au nom du collectif des jeunes de Tamellaht, vaste région comprenant sept villages au sud de la commune d'Ahnif, à 40 kilomètres à l'est de Bouira, ont procédé hier à la fermeture de l'autoroute, à l'aide de pneus et autres pierres et troncs d'arbres, pour protester contre la pénurie fréquente d'eau potable et la marginalisation de leur région.

D'après certains habitants qui nous ont contactés par téléphone, malgré le captage des sources et le renforcement du réseau AEP par des forages, l'eau potable a commencé à se raréfier depuis le mois de juin, à cause, nous dit-on, des branchements illicites auxquels recourent certains habitants.

Pourtant, au début du mois de juillet, une véritable opération coup-de-poing a été déclenchée par les services techniques de la commune d'Ahnif qui ont procédé à l'aide de cases, au démantèlement de tous ces branchements illicites et autres piquages frauduleux.

Après cette opération, l'alimentation des ménages en eau a retrouvé son rythme régulier à la grande satisfaction des ménages.

Malheureusement, cette satisfaction a été de courte durée puisque depuis plus de 15 jours, le même phénomène s'est reproduit et l'arrivée du mois sacré du Ramadan a empiré les choses pour les ménages qui n'en pouvaient plus après ces pénuries récurrentes d'eau.

Aussi, pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur ce phénomène devenu fréquent et face auquel les services techniques de l'APC ne peuvent apparemment rien faire, les habitants de ces villages ont procédé à la fermeture de l'autoroute à la circulation, créant un embouteillage monstre et des désagréments indescriptibles à des centaines d'usagers surtout les familles en cette journée caniculaire.

D'après un représentant de ce collectif, la pénurie d'eau au niveau de cette région n'est que la goutte qui a fait déborder le vase puisque, depuis le début de l'année, une plateforme de revendications de 20 points a été remise aux autorités de la wilaya pour la prise en charge globale de la région, mais elle n'a jamais été prise en compte.

Durant la journée, des responsables de l'APC ainsi que les éléments de la Gendarmerie nationale se sont déplacés sur les lieux pour raisonner les protestataires mais ces derniers refusent tout dialogue avec eux exigeant la venue du wali, seul à même de pouvoir répondre favorablement et efficacement à leurs revendications.

Notons qu'après le blocage des deux voies de l'autoroute au niveau de cette région, la circulation a été déviée par les gendarmes vers la RN5, mais celle-ci n'en pouvant plus de contenir l'important flux routier, des bouchons naturels se sont formés sur plusieurs dizaines de kilomètres au grand dam des usagers, surtout les familles en cette journée caniculaire de Ramadan.

Y. Y.